



Caisse Primaire d'Assurance Maladie













**Cahier des Clauses Administratives Particulières
Enlèvement, destruction et/ou revalorisation
du matériel informatique
Marché 2026-002**

Organisme coordonnateur du groupement :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées
8 Place au Bois
65000 TARBES
N° SIRET : 777 169 020 00016

Appel d'offres passé en application des Articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et
R.2124-2 du Code de la Commande Publique

SYNTHESE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire</p> <p>Marché de services</p> <p>Enlèvement, destruction et/ou revalorisation du matériel informatique</p>
	CPAM d'Occitanie, CCSS de la Lozère et CTI de Toulouse
	Le marché inclut des considérations environnementales (clause et critère)
	Le marché inclut des considérations sociales (clause, critère et lots réservés)
	<p>Marché passé en appel d'offres : articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-1 suiv. CCP</p> <p>CCAG Applicable : FCS</p>
	13 organismes des CPAM d'Occitanie
	Le marché est alloté en 5 lots
	<p>La durée du marché est de 12 mois</p> <p>Il est reconductible tacitement 3 fois pour la même durée (max 4 ans)</p>
	Le marché est à prix unitaires
	Le marché comporte une clause de révision des prix
	<p>Tranches : NON</p> <p>PSE : NON</p> <p>Variantes : NON</p> <p>Prestations similaires : OUI</p>
	Les lots 2 à 5 sont réservés à une profession particulière

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE PUBLIC	5
2. PARTIES CONTRACTANTES	5
3. MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC	5
4. PRESTATIONS SIMILAIRES	5
5. FORME DU MARCHE PUBLIC	6
6. ALLOTISSEMENT	6
7. LIEU D'EXECUTION	7
8. DUREE	7
9. DELAIS D'EXECUTION	7
10. DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE	7
11. CLAUSE DE REEXAMEN	8
11.1. Ajout et/ou suppression de sites	8
11.2. Clause de rendez-vous	8
11.3. Résiliation partielle	8
12. RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	8
13. PRIX	8
13.1. Forme du prix	8
13.2. Modalités de variation des prix	9
13.3. Clause de sauvegarde	10
14. PASSATION DES BONS DE COMMANDE	10
15. DEMANDE DE DEVIS POUR PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES	10
16. AVANCE	10
16.1. Conditions de versement et de remboursement	10
16.2. En cas de sous-traitance	11
16.3. Conditions de remboursement	11
17. CESSION DE CREANCES	11
18. MODALITES DE PAIEMENT	11
18.1. Modalités de facturation	11
18.2. Délai de règlement	13
19. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
19.1. Représentation des parties	13
19.2. Remplacement des intervenants	14
19.3. Obligations du titulaire	14
19.4. Mesures de sécurité	16
19.5. Plan de prévention	16
19.6. Biens	16
19.7. Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution	16
19.8. Cadre d'intervention	17
19.9. Exigences relatives aux prestations	17
20. CLAUSES SOCIALES	17
20.1. Marché réservé insertion (art. L.2113-13 CCP)	17
20.2. Marché réservé handicap (art. L. 2113-12 CCP)	18
20.3. Lot 1 – Heures d'insertion (art. L.2112-2 CCP)	18
20.4. Lot 1 - Condition particulières d'exécution	19
21. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	20
21.1. Clause environnementale générale	20
21.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé	20

21.3.	Emballage	21
21.4.	Livraisons	21
21.5.	Gestion des déchets	21
22.	CERTIFICATS	21
23.	LANGUE	21
24.	ASSURANCE	21
25.	SOUS-TRAITANCE	22
26.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
26.1.	Opération de vérification	22
26.2.	Décision après vérification	22
27.	PENALITES	22
27.1.	Pénalités liées à l'exécution des prestations	23
27.2.	Pénalités diverses	23
27.3.	Application de réfections dérogatoires	24
28.	CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	24
29.	CLAUSE DE SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION	25
30.	RESILIATION	27
30.1.	Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	27
30.2.	Résiliation de l'accord-cadre pour faute	27
31.	REGLEMENT DES LITIGES	28
32.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	28

1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation a pour objet l'enlèvement, destruction et/ou revalorisation du matériel informatique des CPAM, CCSS et CTI de la Région Occitanie.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières.

Le marché public porte sur des prestations de services.

Les lots 2 à 5 du présent marché sont réservés aux entreprises adaptées (EA), aux établissements et service d'aide par le travail (ESAT) ou toutes structures équivalentes employant des personnes handicapées (relevant des articles L5213-13 du Code du Travail et L344-2 de Code de l'action sociale et des familles), mais également à des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou toute structure équivalente (relevant de l'article L.5132-4 du Code du travail), en application des articles L2113-12, L2113-13 et R2113-7 du Code de la commande publique.

2. PARTIES CONTRACTANTES

En vertu des dispositions de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique, les organismes de la région Occitanie :

La Caisse Commune de Sécurité Sociale de la Lozère,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aude,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aveyron,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gers,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Hautes-Pyrénées, le coordonnateur,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Lot,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées-Orientales,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Tarn,
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Tarn et Garonne,
Le Centre de Traitement Informatique de Toulouse,

Ont constitué un groupement de commandes dont le Coordonnateur est la CPAM des Hautes-Pyrénées représentée par sa Directrice, Madame Frédérique BOITARD.

Au terme de la procédure, le marché public est conclu et notifié par le représentant du Coordonnateur.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties contractantes sont :

- D'une part : les Organismes de Sécurité Sociale constituant le groupement de commande, compétents pour conclure les bons de commandes ;
- D'autre part : le prestataire de service désigné dans le présent document par l'expression « le titulaire ».

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de chaque Organisme commanditaire.

3. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres ouverte en application des dispositions combinées des articles L.2124-1 et R.2124-1 du Code de la Commande Publique et conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

4. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de de services sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

5. FORME DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conclu pour les montants suivants :

Pour la première année :

Lot	Montant minimum annuel (€ HT)	Montant maximum annuel (€ HT)
1 - Enlèvement et destruction du matériel informatique – CTI Toulouse	0	80 000
2 - Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées	0	50 000
3 - Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon	0	50 000
4 - Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées	0	50 000
5 - Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon	0	50 000

Pour les années de reconduction (Année 2, 3 et 4) :

Lot	Montant minimum annuel (€ HT)	Montant maximum annuel (€ HT)
1 - Enlèvement et destruction du matériel informatique – CTI Toulouse	0	40 000
2 - Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées	0	25 000
3 - Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon	0	25 000
4 - Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées	0	25 000
5 - Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon	0	25 000

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article de l'article L.1111-4 du code.

Il est unitaire.

6. ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la Commande Publique, le présent marché est composé de 5 lots, selon la décomposition suivante :

Lot	Désignation et sites concernés
1	Enlèvement et destruction du matériel informatique – CTI Toulouse
2	Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées
3	Enlèvement et destruction du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon
4	Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM – Région Midi-Pyrénées
5	Enlèvement et revalorisation du matériel informatique des CPAM et CCSS – Région Languedoc-Roussillon

Chaque lot constituera un marché. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Les candidats ne peuvent présenter d'offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

L'attribution de chaque lot donnera lieu en principe à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des cocontractants envers l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R2113-1 et à l'article L2113-10 du Code de la commande publique, si plusieurs lots sont attribués à un même Titulaire, il sera possible de ne signer, avec ce Titulaire, qu'un seul marché regroupant tous ces lots.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objet du marché.

Le titulaire du marché s'engage à se conformer aux conditions figurant dans le CCAP et le CCTP. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

7. LIEU D'EXECUTION

Les prestations, objet du présent marché, seront exécutées dans les différents sites des organismes dont le siège se situe dans 12 départements :

- Midi-Pyrénées : **Haute-Garonne (31), Ariège (09), Aveyron (12), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn-et-Garonne (82), Gers (32), Tarn (81) ;**
- Languedoc-Roussillon : **Pyrénées-Orientales (66), Lozère (48), Aude (11), Hérault (34) ;**

Les différentes adresses sont présentes en annexe au présent CCAP.

8. DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, à compter de la notification du marché. Il est reconductible 3 fois pour une période d'un an.

La reconduction se fera tacitement. En cas non de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois au moins avant la fin de la période en cours. Le candidat ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de dénonciation du contrat dans les délais prévus.

9. DELAIS D'EXECUTION

En application de l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Ce délai d'exécution s'élève à quinze (15) jours ouvrés maximum dès l'émission du bon de commande.

Si le délai proposé par le titulaire dans son offre est inférieur à ce délai maximum, le délai proposé par le titulaire prévaudra sur le délai de quinze (15) jour visé ci-dessus.

En application de l'article 13.2.1 du CCAG FCS, la date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement de la prestation.

En cas de non-respect de ces délais, la pénalité indiquée à l'article 27.1 sera appliquée.

10. DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS les lots sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'Engagement (ATTR1),
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG- FCS) arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre technique du titulaire, constituée du « cadre de réponse technique » pour chacun des lots dûment complétés, étant précisé que ce cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique...) présentée en dehors du cadre de réponse technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,

- Les éventuels avenants,
- Les bons de commandes,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité. Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

11. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

En conséquence, les modifications suivantes pourront être effectuées, par voie d'avenant, quel que soit leurs montants.

11.1. Ajout et/ou suppression de sites

Chaque organisme membre du groupement peut être amené à faire évoluer le nombre de ses sites via des ouvertures, des fermetures ou des déménagements temporaires.

Les prestations à effectuer seront les mêmes que celles prévues au CCTP.

11.2. Clause de rendez-vous

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

11.3. Résiliation partielle

En cas de résiliation, conformément aux clauses du présent marché, des prestations pour un des organismes membres, le retrait des prestations de l'Organisme sera effectué par voie d'avenant quel qu'en soit le montant.

12. RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES

Les stipulations des documents contractuels du Marché expriment l'intégralité des obligations des Parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT.

13. PRIX

13.1. Forme du prix

Les prix du marché sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Il est présenté sous la forme d'un montant unitaire.

Le marché sera réglé par application des prix unitaires figurant au bordereau des prix aux quantités réellement mises en œuvre.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Pour rappel chaque marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

Les prix indiqués dans le BPU sont réputés complets, en ce sens qu'ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

➤ En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du Marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

➤ En cas de sous-traitance les prix du Marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

➤ Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

13.2. Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application au(x) prix du marché de la formule suivante

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 (I / I_0))$$

Avec

- P : prix révisé
- P₀ : prix initial
- I = Valeur de l'indice ICHTrev-TS (identifiant INSEE 001565187) « indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, tous salariés, eau, assainissement, déchets, dépollution) à la date anniversaire du marché.
- I₀ = Valeur de l'indice ICHTrev-TS (identifiant INSEE 001565187) « indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, tous salariés, eau, assainissement, déchets, dépollution) du mois de la remise des offres (mois M0).

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par la CPAM. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendrier pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire adresse à la CPAM par courriel à l'adresse suivante : pole.achats.occitanie.cpam-hautes-pyrenees@assurance-maladie.fr la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. Le silence de la CPAM dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celles-ci.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, la CPAM lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En l'absence de courrier de la part du titulaire dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la date anniversaire de notification du marché, la CPAM lui transmet la valeur du coefficient de révision calculé à l'aide de la formule figurant au présent CCAP. La valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix, est appliquée sur le montant de chaque facture.

13.3. Clause de sauvegarde

L'organisme se réserve le droit de résilier sans indemnité, avec un préavis de huit jours, la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement de prix du titulaire, lorsque ce changement conduit à une augmentation de prix de plus de 3 % par an, en moyenne calculée pour les prestations commandées depuis le début du marché.

14. PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Les commandes portant sur des prix unitaires prévus au BPU, sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande. Les mentions portées sur chaque bon de commande sont :

- Référence du marché et numéro du bon de commande ;
- Lieu d'exécution ;
- Type de prestation ;
- Le prix unitaire (sur la base du BPU) ;
- Le montant du bon de commande en € HT et TTC ;
- Les coordonnées des « contacts » de l'Organisme et du Titulaire ;
- Le délai d'exécution de prestations ;
- La date de la commande avec le nom et la signature de la personne engageant l'Organisme.

La commande parvient au Titulaire, par exemple par courriel. Les délais d'exécution courent à compter de l'envoi de la commande au titulaire, et sont précisés dans chaque bon de commande.

Dans les 48h ouvrées suivant la réception de la commande, le titulaire confirmera par retour de mail, la prise en compte du bon de commande.

15. DEMANDE DE DEVIS POUR PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES

Le pouvoir adjudicateur pourra demander des devis au titulaire pour l'exécution de prestations exceptionnelles relevant de la famille dite des « services informatiques » et plus précisément en sa sous famille relative à la « destruction du matériel informatique » ou « revalorisation du matériel informatique ».

Dans le cas où la prestation relevant d'une de ses sous-famille n'est pas identifiée au BPU, elle pourra exceptionnellement faire l'objet d'une demande de devis.

Un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum est accordé au titulaire pour transmettre le devis au pouvoir adjudicateur dès réception de la demande. Les prix indiqués dans ce devis devront être conformes à l'ordre de prix indiqué au BPU.

Si le délai proposé par le titulaire dans son offre est inférieur à ce délai maximum, le délai proposé par le titulaire prévaudra sur le délai de cinq (5) jour visé ci-dessus.

Après réception du devis, le pouvoir adjudicateur émettra un bon de commande conformément à l'article 14 du présent CCAP.

16. AVANCE

16.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, si le montant correspondant à la période initiale est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution de cette période est supérieur à 2 mois (article R2191-3 du code de la commande publique).

Si la durée du marché ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, l'avance est calculée de la façon suivante : taux de l'avance multiplié par une somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- ❖ Lorsque le titulaire ou le sous-traitant, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique le taux de l'avance est fixé à 30% ;
- ❖ Lorsque le titulaire ou le sous-traitant, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

16.2. En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

16.3. Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

17. CESSION DE CREANCES

L'Organisme remet au Titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du Marché revêtue de la mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du Marché, soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

L'ensemble des modalités est expressément défini aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2193-22 dudit Code, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

18. MODALITES DE PAIEMENT

18.1. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par la CPAM.

Les prestations sont payables après attestation du « service fait » par l'organisme.

En application des dispositions de l'article L.2192-3 et L.2392-3 du Code de la commande publique, le titulaire est invité à transmettre des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.
L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro d'engagement qui correspond au numéro **2026-002**
- Le numéro de SIRET qui identifiera chaque organisme en tant que destinataire de la facture :

Nom de l'organisme	N° SIRET
La CPAM des Hautes-Pyrénées	777 169 020 00016
La CPAM du Lot	777 053 117 00027
La CPAM de l'Ariège	776 656 175 00077
La CPAM du Tarn et Garonne	777 306 168 00017
La CPAM de l'Aveyron	776 743 999 00026
La CPAM du Tarn	777 187 683 00076
La CPAM des Pyrénées-Orientales	775 640 220 00015
La CPAM de la Haute Garonne	776 950 404 00025
La CPAM de l'Hérault	517 608 139 00013
La CCSS de la Lozère	509 334 512 00019
Le Centre De Traitement Informatique Toulouse (CTI)	400 118 493 00016
La CPAM de l'Aude	775 783 723 00015
La CPAM du Gers	776 986 663 00024

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- L'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm?id=aife_contact

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande ;
- la date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;

- le montant hors TVA des fournitures livrées
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des fournitures livrées

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Les intérêts éventuellement dus par la CPAM pour retard ne sauraient courir qu'à partir de la date de réception effective de la facture et éventuellement après vérification s'il s'agit d'une facture litigieuse.

Taux de TVA : Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Monnaie : L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part du CTI Toulouse, signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

18.2. Délai de règlement

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le pouvoir adjudicateur, de la facture.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par l'agent comptable de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir son Directeur.

A l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

19. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

19.1. Représentation des parties

19.1.1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par la CPAM est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché. La CPAM notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

19.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

19.1.3. Responsables

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme. Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'organisme et participe aux réunions de suivi.

19.1.4. Inspecteur

L'inspecteur est responsable :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

19.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la CPAM se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. La CPAM se réserve le droit d'exiger du Titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP/CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de la CPAM. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience et de compétence au moins équivalentes et avec accord exprès de l'organisme.

19.3. Obligations du titulaire

19.3.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

19.3.2 Obligations générale du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.

- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - L8221-1 à L8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
 - D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
 - L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

19.3.3 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

La CPAM ne peut être amenée à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs de la CPAM en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par la CPAM.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de la CPAM.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège de la CPAM.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, sécurisée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre/sécurisée quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets informatiques, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

19.3.4 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

19.3.5 Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la CPAM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

19.3.6 Obligations de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la CPAM divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La CPAM pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

19.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

La CPAM et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière, applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Des badges sont confiés au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des badges sera à la charge du titulaire.

19.5. Plan de prévention

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

19.6. Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de manutention des matériels informatiques, objets du marché.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux autres que ceux objets du marché. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes.

19.7. Prolongation du délai d'exécution des prestations et sursis à exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 et suivant du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

19.8. Cadre d'intervention

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les prestations et les horaires d'intervention sont définis dans les spécificités du site dans le CCTP.

19.9. Exigences relatives aux prestations

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, la CPAM mettra à disposition des agents du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un ou plusieurs locaux (aux) salubre(s) permettant :

- l'exécution de la prestation,
- l'entreposage des matériels,

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties, seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux. Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, le titulaire ou son responsable sur le site, devra en aviser l'organisme bénéficiaire ou son représentant. Ces modalités seront renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation, du fait des agents du titulaire, toute remise en état sera à la charge du titulaire.

Les agents du prestataire s'appliqueront à maintenir les locaux mis à leur disposition en état de propreté.

La CPAM met à la disposition du titulaire la fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution de la prestation.

20. CLAUSES SOCIALES

20.1. Marché réservé insertion (art. L.2113-13 CCP)

Les lots 2 à 5 du présent marché sont, à côté des structures de handicap, réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire (50%), de travailleurs défavorisés, conformément à l'art. L.2113-13 du Code de la commande publique (SIAE : insertion).

En référence à cet article, le présent marché est notamment réservé à des structures relevant spécifiquement de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE).

Le titulaire se rapprochera du chargé des clauses sociales d'insertion du Département des Hautes Pyrénées :

Mme Hary WILLIAMSON
Chargé des clauses sociales d'insertion
Service Insertion
Direction de la Solidarité Départementale
Département des Hautes-Pyrénées
BP 9501 – Place Ferré – 65950 TARBES Cedex 9
Mail : harimanana.williamson@ha-py.fr
Tel : 06 86 69 33 69

Cette personne travaillera en binôme avec l'interlocuteur de la CPAM sur ce marché.

Pour prouver la bonne exécution de la clause sociale, selon les modalités fixées par le pouvoir adjudicateur, le titulaire devra lui fournir de manière automatique des tableaux de suivi indiquant :

- L'identité et coordonnées de la / les personnes relevant de l'Insertion par l'Activité économique ainsi que la / les fiches de positionnement émanant des partenaires emploi prescripteurs ;
- Le nombre d'heures travaillées par la / les personnes relevant de l'Insertion par l'Activité économique ;
- Un bilan qualitatif individualisé du parcours d'insertion et de données relatives aux suites de ce parcours.

Le titulaire mettra en œuvre les stipulations prévues et appliquera les engagements tels qu'il les aura définis dans son offre de qualification sociale.

A l'issue de chaque année civile, un bilan « Insertion » est transmis au chargé des clauses sociales. Il contient notamment :

- Un état nominatif du personnel employé sur la prestation, précisant âge, lieu d'habitation, critère d'entrée dans la structure, type de contrat, durée de chaque contrat et motifs de rupture de contrat s'il y a lieu, niveau de qualification, projet professionnel ou de formation ;

- Une présentation détaillée de chaque plan individuel de soutien socioprofessionnel mis en place par les différents partenaires compétents ;
- Le nombre d'heures effectuées par chaque employé en insertion ;
- Une situation de chaque employé en insertion quittant la structure, précisant les qualifications obtenues, les stages, les formations effectuées, les raisons du départ ;
- Une situation de chaque employé en insertion, précisant les actions d'accompagnement mises en œuvre (outils de recherche d'emploi, travail sur le projet, immersion, qualifications obtenues, formations effectuées, la suite du parcours au sein de la structure prestataire).

20.2. Marché réservé handicap (art. L. 2113-12 CCP)

Les lots 2 à 5 sont réservés et pourront également être exécutés selon l'article L.2113-12 du Code de la commande publique (ESAT/EA : handicap), c'est-à-dire par les entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Le titulaire se rapprochera du chargé des clauses sociales d'insertion du Département des Hautes Pyrénées :

Mme Hary WILLIAMSON
Chargé des clauses sociales d'insertion
Service Insertion
Direction de la Solidarité Départementale
Département des Hautes-Pyrénées
BP 9501 – Place Ferré – 65950 TARBES Cedex 9
Mail : harimanana.williamson@ha-py.fr
Tel : 06 86 69 33 69

Cette personne travaillera en binôme avec l'interlocuteur de la CPAM sur ce marché.

20.3. Lot 1 – Heures d'insertion (art. L.2112-2 CCP)

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, la CPAM des Hautes-Pyrénées, coordinateur du groupement, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés ci-dessous:

Lot 1 : 35 heures d'insertion

Chaque entreprise qui se sera engagée lors de sa réponse à la consultation à réaliser la clause sociale qui la concerne et qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les modalités de réalisation de cette Clause sociale sont définies à l'article 13.2.2 du présent CCAP.

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui sera sollicité en prenant l'attache du chargé des Clauses sociales départemental :

Mme Hary WILLIAMSON
Chargé des clauses sociales d'insertion
Service Insertion
Direction de la Solidarité Départementale
Département des Hautes-Pyrénées
BP 9501 – Place Ferré – 65950 TARBES Cedex 9
Mail : harimanana.williamson@ha-py.fr
Tel : 06 86 69 33 69

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du *chargé de mission clause sociale départemental*, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.*) qui permettront le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le *chargé de mission clause sociale départemental*, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A l'issue des prestations, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées.

20.4. Lot 1 - Condition particulières d'exécution

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Ce marché intègre une clause sociale d'insertion dans le cadre de laquelle est prévue la réalisation de **35 heures** dites "d'insertion". Ces « heures Insertion » sont réservées à des demandeurs d'emploi éligibles à la Clause sociale d'insertion.

Le respect de cette clause de promotion de l'emploi est **obligatoire**.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « *Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations* ».

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Par dérogation à l'article 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois);
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi:
 - *sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - *diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - *mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - *salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement par les facilitateurs clause sociale avant leur prise de poste.

Suivi et bilan de l'action d'insertion :

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant: Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

21. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

21.1. Clause environnementale générale

Le titulaire devra mettre en œuvre des moyens permettant de :

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre par l'optimisation des trajets de collecte.
- Réduire les nuisances sonores et les émissions polluantes lors des opérations de destruction.

Le titulaire devra identifier et orienter les composants pouvant être réemployés ou recyclés, notamment les métaux, plastiques et cartes électroniques, vers des filières agréées.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

21.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

21.3. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

21.4. Livraisons

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés ou collectés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

21.5. Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

22. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que la CPAM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

23. LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

24. ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la CPAM en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la CPAM ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la CPAM, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la CPAM de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

25. SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la CPAM, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, la CPAM doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

26. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

26.1. Opération de vérification

Un constat des prestations réalisées est obligatoirement déposé après l'exécution des prestations et le jour même de leur exécution, entre les mains du responsable prévu par la CPAM.

Vérification des procédures appliquées :

- Contrôle des protocoles de sécurité pour la destruction des données.
- Vérification de la conformité aux normes environnementales (ex. ISO 14001).

Traçabilité et reporting :

- Vérification des bordereaux de suivi des déchets (BSD).
- Contrôle des rapports d'intervention, de maintenance ou de recyclage.

Visites in situ :

- Observation sur site pour confirmer la conformité des opérations aux prescriptions contractuelles.

Les vérifications des prestations seront menées dans les conditions définies dans le présent CCAP.

26.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations se matérialise par la signature d'une attestation par l'acheteur ou son représentant dûment habilité. Celle-ci sera envoyée au titulaire dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution de la prestation, par télécopie au titulaire qui la renverra signée avec sa facture à la CPAM.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

27. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la CPAM de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 20% du montant du bon de commande des prestations.

27.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les articles suivants dérogent aux pénalités prévues à l'article 14.1 et suivant du CCAG-FCS.

Motifs de la pénalité	Montant de la pénalité	Point de référence
Dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations	50 € HT	Par jour ouvré de retard Lendemain du jour où le délai contractuel est expiré
Absence de confirmation de la prise en compte du bon de commande dans le délai contractuel	50 € HT	Par jour ouvré de retard Lendemain du jour où le délai contractuel a expiré
Dépassement du délai contractuel de transmission du devis pour prestations exceptionnelles	50 € HT	Par jour ouvré de retard Lendemain du jour où le délai contractuel a expiré
Benne ou camion non sécurisé lors de l'enlèvement	100 € HT	Par infraction constatée
Bon d'enlèvement non fourni à la fin de la prestation	50 € HT	Par bon d'enlèvement non fourni
Certificat de destruction non fourni à la date de réception de la facture	100 € HT	Par certificat de destruction et par jour ouvré de retard constaté
Non-respect des engagements contractuels liés à la réduction des gaz à effet de serre (ex. : utilisation d'un véhicule non conforme à l'offre du titulaire, optimisation des circuits)	75 € HT	Par non-conformité des engagements constatés
Non-respect des clauses environnementales et/ou sociales	75 €	Par non-conformité constatée
Heures d'insertion non réalisées – Lot 1	90 €	Par nombre d'heures constatées

27.2. Pénalités diverses

Pénalités pour retard dans la restitution des badges

Une pénalité de **50 € HT** par jour calendaire de retard dans la restitution des badges d'accès et des clés est appliquée.

Réfaction pour remplacement ou réparation

En cas de détérioration de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires, il est prélevé une pénalité égale au montant des frais de réparation ou de remise en état en cas de non-respect de son obligation de réfection ou remplacement dans le délai de 5 semaines maximum.

Pénalité pour retard dans la remise des documents divers

Une pénalité de **30 € HT par semaine de retard** (7 jours ouvrés) s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants :

- Communication des copies de titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification du marché.

- Liste nominative des personnels et mise à jour de la liste dès la notification du marché.
- Communication des fiches techniques de tous les produits utilisés à transmettre dès le début du marché.

Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non-présentation des attestations fiscales et sociales selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme d'un délai de 15 jours, du présent document, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de **50 € HT** par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché.

27.3. Application de réfections dérogatoires

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des pénalités dans les conditions suivantes :

- les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction de **50,00 € HT** par manquement constaté,
- non-respect des mesures de sécurité : **50,00 € HT** par manquement constaté,
- non-respect du cadre de réponse technique du titulaire : **100,00 € HT** par manquement constaté,
- le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des EPI conformes à la législation en vigueur : **50,00 € HT** par manquement constaté.

28. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

1) Chaque Partie s'engage à :

Considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2) Chacune des Parties s'engage notamment à :

Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
 Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
 Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
 Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
 Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
 Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
 Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3) Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,

Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,

Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4) Chacune des Parties s'engage à :

Respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

29. CLAUSE DE SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION

Obligations en matière de sécurité :

Le Titulaire s'engage dans chaque intervention (livraison, installation, configuration, mise en service, maintenance, dépannage, retrait, etc.) à respecter les règles d'accès physique aux locaux et les procédures et pratiques de sécurité de l'information en vigueur dans l'Organisme, dont la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) basée sur la norme ISO27002. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit répercuter l'ensemble des exigences de sécurité qui lui sont applicables vers le sous-traitant.

a) Conditions d'accès aux sites et aux locaux :

Des autorisations d'accès physiques, adaptées aux prestations réalisées et limitées en durée, seront attribuées aux préposés du Titulaire. Seuls les représentants du Titulaire intervenant quotidiennement sur les sites de l'Organisme pourront bénéficier d'autorisations de longue durée et de moyens d'accès physiques dédiés.

Les interventions du Titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation d'un service technique de l'Organisme. Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au Titulaire par l'Organisme. Les accès aux locaux techniques font l'objet de dispositions spécifiques en matière de sécurité.

Le Titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites de l'Organisme.

Sauf exceptions dument justifiées, l'Organisme veille à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés, pendant la durée d'intervention des personnels du Titulaire, de telle sorte que toute mesure utile puisse être prise en cas d'accident.

Chaque intervention du Titulaire doit être tracée au travers d'un bon de passage ou d'un enregistrement dans une main courante.

b) Confidentialité :

Les obligations du Titulaire en matière de confidentialité sont détaillées dans l'article 5 du C.C.A.G.-T.I.C et les clauses complémentaires du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le Titulaire s'astreint également à l'application du droit d'en connaître : n'accéder qu'aux documents et informations strictement nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation relative à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché (loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

c) Conditions d'accès au Système d'Information :

Des accès au système d'information ne seront fournis aux préposés du Titulaire qu'en cas de justifications valides et en rapport avec les prestations réalisées.

Les accès aux postes de travail de l'Organisme s'effectuent au travers d'un mécanisme d'authentification forte.

c.1) Protection des données :

L'attribution des accès est conditionnée au respect des mesures de protection décrites dans la Charte d'Utilisation des Ressources Informatiques en vigueur dans l'Organisme. Un exemplaire de la charte sera remis aux préposés du Titulaire concerné.

Le Titulaire s'engage à préserver l'intégrité et la confidentialité des données contenues sur les ressources du système d'information mis à disposition. Le Titulaire mettra en place les mesures techniques et organisationnelles préconisées par l'Organisme de nature à empêcher tout accès ou utilisations fraudueuses des données et à prévenir toute perte, altération ou/et destruction des données.

Le Titulaire s'engage à ne faire aucun autre usage des données que celui pour lequel le présent marché est conclu. Il s'engage à restituer ou effacer l'ensemble des données à l'issue du présent marché.

c.2) Protection des accès distants :

En cas de nécessité d'accès à distance au système d'information de l'Organisme à partir des locaux du Titulaire ou d'un sous-traitant, y compris pour un accès ponctuel, les engagements du Titulaire concernant la télémaintenance devront être formalisés dans un document spécifique intitulé « Sécurité des télémaintenances ». Ils portent notamment sur un accès limité aux seules ressources et informations strictement nécessaires à la télémaintenance et au respect de la confidentialité des données potentiellement accédées.

c.3) Accès aux composants du SI :

Toute installation ou modification d'un élément du SI ne peut être réalisée par le Titulaire qu'après validation et sous le contrôle du personnel informatique habilité de l'Organisme.

Si un intervenant du Titulaire a besoin de se connecter à un système d'exploitation d'un composant du système d'information de l'Organisme, il doit utiliser un compte spécifique permettant de garantir l'imputabilité de ses actions.

c.4) Journalisation des accès :

Les accès et l'utilisation du système d'information font l'objet d'une journalisation. Les journaux d'événements sont confidentiels et accessibles uniquement aux personnels habilités de l'Organisme. Leur exploitation est réalisée de manière périodique selon les dispositions décrites dans la charte.

d) Remontées d'incidents :

Un préposé du Titulaire qui détecte au cours d'une intervention un incident impactant la sécurité du système d'information doit le signaler sans délai et selon la procédure en vigueur auprès du personnel de l'Organisme présent sur le site.

e) Fin de la prestation :

À chaque fois qu'un salarié ou sous-traitant du Titulaire ne participe plus à la réalisation de la prestation, mais aussi à l'issue du marché, le Titulaire doit restituer au représentant de l'Organisme l'intégralité des moyens d'accès physiques et logiques, la documentation, les données et supports informatiques qui ont pu être remis au cours de la prestation.

L'Organisme modifiera ou supprimera également les identifiants, codes et mots de passe des préposés du Titulaire des systèmes de sécurité physiques et logiques.

f) Sensibilisation – Information :

Le Titulaire doit informer ses salariés et sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

À cet effet, le Titulaire doit remettre systématiquement un exemplaire du « livret de Sécurité du prestataire » à chaque intervenant. Ce livret (annexe 2 du CCAP) joint au Dossier de Consultation des Entreprises est opposable au Titulaire et a valeur contractuelle.

g) Sanctions applicables :

En cas de manquement par le Titulaire, ses préposés et/ou ses sous-traitants, aux obligations précitées, sont applicables l'ensemble des sanctions prévues au présent marché.

Au surplus, et pendant toute la durée du marché, en cas de manquements aux règles de sécurité, l'Organisme se réserve le droit de demander de manière motivée la récusation des personnels du Titulaire concerné. Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels dont la récusation est demandée en proposant, sans délai, un personnel de remplacement de qualifications et de compétences équivalents.

30. RESILIATION

Le présent article s'applique à l'accord-cadre et à chaque bon de commande.

30.1. Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par l'Organisme, sans faute du titulaire, pour motif d'intérêt général, en application de l'article 42 du CCAG-FCS.

Elle est notifiée au titulaire par tout moyen donnant date certaine à la réception.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf indication contraire dans la décision de résiliation.

En l'absence de montant minimum, aucune indemnisation de résiliation n'est due.

30.2. Résiliation de l'accord-cadre pour faute

L'Organisme se réserve le droit de résilier l'accord-cadre avec le titulaire en cas de faute de celui-ci rendant impossible la poursuite des relations contractuelles.

Les fautes concernées par cette disposition sont les suivantes :

- Si le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 Code de la commande publique ou de refus de produire les documents visés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- En cas de force majeure pris dans le sens de l'article 1218 du Code civil, rendant impossible de manière définitive la poursuite des prestations objet du Marché, après mise en demeure restée infructueuse ;
- Suite à l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, en cas de non production de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement des sommes dues au sous-traitant de second rang et plus, et ce après mise en demeure restée infructueuse.
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- La non-exécution d'une commande suite à la transmission d'un bon de commande ;
- De manière générale, si le Titulaire méconnaît l'une de ses obligations prévues par les documents contractuels du Marché. Le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

La CPAM peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS (Chapitre VII). La CPAM se réserve le droit d'appliquer ces dernières.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, la CPAM peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché.

31. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

Dans la négative, le tribunal judiciaire de Bordeaux est compétent pour les litiges issus du présent marché, dont les coordonnées sont les suivantes :

Le Tribunal Judiciaire de BORDEAUX
30 Rue des Frères Bonie
33000 BORDEAUX

32. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	10
16.1.1 et 16.2	20.4
3.6	25
14.1.2 et 14.1.3	27
14.1	27.1
14	27.3
38 à 45	30.2